

Rapport mondial de suivi 2013-2014 : Priorité mondiale aux enseignant(e)s de qualité

Le [Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour Tous 2013-2014 \(RMS\) Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous](#), délivre deux messages essentiels à la communauté internationale. Primo, l'excellence d'un système éducatif est toujours proportionnelle à la qualité de son personnel enseignant et, secundo, les gouvernements n'ont pas honoré leur promesse d'allouer des fonds pour améliorer la qualité de l'éducation. Lancé aujourd'hui à Addis-Abeba en Ethiopie, le rapport examine comme chaque année les progrès réalisés en matière d'Éducation pour tous (EPT), choisissant pour cette édition d'accorder délibérément la priorité aux enseignant(e)s et d'examiner dans quelle mesure les politiques visant à assurer leur encadrement professionnel ont été mises en œuvre par les gouvernements nationaux.

Les compétences, la formation, la motivation et l'encadrement des enseignant(e)s constituent la clé de voûte de l'éducation de qualité. Le RMS révèle notamment que seul un petit nombre de pays ont tenu leurs engagements pris à Dakar en 2000 et sont parvenus à « renforcer le statut, la motivation et le professionnalisme des enseignant(e)s ». Il reste un long chemin à parcourir si l'on souhaite garantir des conditions de travail décentes, des rémunérations adéquates et un accès à la formation professionnelle continue à l'ensemble de la communauté enseignante.

Le rapport souligne que « les politiques ne pourront être efficaces que si les personnes chargées de les mettre en œuvre participent à leur élaboration », un processus dans lequel les syndicats d'enseignants ont un rôle crucial à jouer. Le plus souvent, l'expérience et l'expertise des enseignant(e)s ne sont pas réellement prises en compte, pas plus qu'il n'est fait appel en bonne et due forme aux syndicats d'enseignants pour élaborer les stratégies en faveur de l'EPT.

Soulignant en outre l'importance de mettre en place une politique complète pour les enseignant(e)s au niveau national, le RMS identifie quatre stratégies principales devant être adoptées par les gouvernements pour garantir que chaque élève soit encadré par un(e) enseignant(e) compétent(e) : 1) Recruter les candidat(e)s les plus qualifié(e)s au sein de la profession enseignante ; 2) Permettre aux enseignant(e)s d'acquérir les compétences requises au travers d'une formation initiale et continue de qualité et pertinente, et les inciter à poursuivre en permanence leur développement professionnel ; 3) Offrir aux enseignant(e)s des incitants suffisamment attrayants pour les encourager à enseigner là où ils/elles sont le plus nécessaires ; et 4) prendre toutes les mesures adéquates pour garantir la poursuite de leur carrière dans l'enseignement. Le RMS précise à juste titre que l'un des meilleurs moyens de motiver les enseignant(e)s est de leur offrir des perspectives de carrière intéressantes, plutôt que des salaires basés sur leur performance.

Si l'IE accueille favorablement ces quatre initiatives, elle déplore toutefois que seul un petit nombre de pays aient mis l'accent sur la formation des enseignant(e)s, l'attrait des salaires et les plans de carrières dans leurs programmes éducatifs nationaux, et que moins encore soient parvenus à garantir un financement approprié pour mettre ces mesures en œuvre. Une situation pour le moins consternante, puisqu'aucune de ces stratégies ne permettra d'atteindre les objectifs souhaités en l'absence de fonds suffisants pour les mettre en œuvre.

L'insuffisance des ressources nationales et la baisse constante de l'aide au développement observées depuis le ralentissement de l'économie mondiale expliquent le désistement de bon

nombre de gouvernements, qui se sont abstenus de consacrer une partie de leur budget à l'éducation de qualité. Le RMS indique que « si la baisse du pourcentage d'enfants non scolarisés observée entre 1999 et 2008 s'était maintenue, nous aurions pu espérer réaliser l'EPU [enseignement primaire universel] à l'horizon 2015 ». Pour ce qui est des politiques mises en place pour le personnel enseignant, le RMS précise que, entre 2008 et 2011, seuls 2 pour cent du budget mondial de l'aide à l'éducation ont été consacrés aux programmes de formation initiale et continue des enseignant(e)s. Conséquence, la plupart des pays les plus défavorisés n'ont pas bénéficié de l'aide financière dont ils ont besoin pour assurer la formation, le recrutement et la rétention d'enseignant(e)s qualifié(e)s.

Par ailleurs, ce manque de financement a également des répercussions sur la pénurie mondiale d'enseignant(e)s, qui demeure un défi majeur : 1,6 million d'enseignant(e)s supplémentaires sont *toujours* nécessaires si l'on souhaite réaliser l'enseignement primaire universel d'ici 2015, un chiffre plus important encore lorsqu'il s'agit du premier cycle de l'enseignement secondaire. Dans plusieurs pays, il est nécessaire de recruter davantage de femmes au sein de l'enseignement pour inciter les jeunes filles à fréquenter l'école et améliorer leur expérience scolaire.

Face à ces enjeux importants, il est d'autant plus urgent que les gouvernements définissent et instaurent des politiques globales pour le personnel enseignant. Aux quatre coins du monde, des enseignant(e)s travaillent sous des contrats précaires, perçoivent des rémunérations inférieures au plancher minimal et ne possèdent ni les qualifications, ni les compétences, ni le matériel pédagogique de base pour enseigner. Trop souvent encore, les enseignant(e)s se voient contraint(e)s d'exercer leur profession dans des environnements pédagogiques insalubres et peu sécurisés, manquant d'infrastructures et d'équipements de base. En l'absence d'investissements suffisants pour renforcer la motivation et les compétences des enseignant(e)s au travers de la formation et du développement professionnel continu, en l'absence d'environnements et d'outils adéquats pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage, l'éducation de qualité demeurera une utopie.